

Caractéristiques de l'agriculture et de la politique agricole de la Yougoslavie

Bogdanov M., Krstic B.

in

Akesbi N. (ed.), Maraveyas N. (ed.).

Prix et subventions : effets sur les agricultures familiales méditerranéennes (études nationales)

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 11

1997

pages 153-183

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI971490>

To cite this article / Pour citer cet article

Bogdanov M., Krstic B. **Caractéristiques de l'agriculture et de la politique agricole de la Yougoslavie**. In : Akesbi N. (ed.), Maraveyas N. (ed.). *Prix et subventions : effets sur les agricultures familiales méditerranéennes (études nationales)*. Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 153-183 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 11)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Caractéristiques de l'agriculture et de la politique agricole de la Yougoslavie

Natalija Bogdanov, Branko Krstic
Faculté d'Agriculture, Belgrade (Yougoslavie)

Résumé. Après avoir exposé les caractéristiques principales de l'agriculture (potentiel de production, solutions organisationnelles, développement technologique, conditions naturelles de la production et place de l'agriculture dans le développement économique), on a énuméré les problèmes essentiels auxquels devra faire face l'agriculture yougoslave pour son développement à venir, partant du taux élevé de chômage jusqu'à la fin du processus de transition. Les objectifs de la politique agraire, redéfinie en 1992, ainsi que les instruments principaux de son application ont aussi été pris en considération. L'étude sur les prix et les subventions a porté sur leur évolution durant les 4 à 5 dernières décennies ainsi que sur les mécanismes utilisés par l'Etat afin d'influer sur la situation économique de l'agriculture. Pour ce qui est des produits, leurs prix ont été garantis ou indicatifs (pour un petit nombre d'entre eux, des primes ont été accordées) ; en ce qui concerne les intrants, seules ont été octroyées des subventions pour les semences améliorées et les boutures de certaines cultures. A été également expliqué le système de fiscalité appliqué aux exploitations familiales ; le montant total des recettes fiscales provenant de l'agriculture a alors été comparé au montant total des subventions et aux recettes fiscales de l'Etat, révélant ainsi l'importance de la fiscalité agricole.

Mots-clés. Politique agricole - Politique des prix - Subvention - Investissement - Politique fiscale - Politique de soutien - Agriculture - Modernisation - Commerce extérieur - Prix agricoles - Produit agricole - Consommation intermédiaire - Chômage - Yougoslavie

Title. *The characteristics of agriculture and agricultural policy in Yugoslavia*

Abstract. *A description of the main features of farming (production potential, organisational solutions, technological development, natural cropping conditions and the position of farming in economic development) is followed by a list of the essential problems faced by Yugoslav agriculture for future development, ranging from the high rate of unemployment to the end of the transition process. The objectives of the agrarian policy redefined in 1992 and the main instruments for its application are also taken into account. A study of prices and subsidies covers their evolution during the past four or five decades and the mechanisms used by the state to influence the economic situation in farming. Produce prices have been guaranteed or the subject of guides (grants were awarded for a small number of products); subsidies for inputs were only awarded for improved seeds and planting material for certain crops. The tax system applied to family farms is also explained. The total tax income from agriculture is compared to the total amount of subsidies and state tax income, showing the scale of agricultural taxation.*

Keywords. *Agricultural policy - Price policy - Subsidy - Investment - Fiscal policy - Support policy - Agriculture - Modernisation - Foreign trade - Agricultural prices - Agricultural produce - Inputs - Unemployment - Yugoslavia*

I – Introduction

1. Les caractéristiques principales de l'agriculture

Par rapport à la superficie agricole totale de la Yougoslavie (10,2 millions ha), la superficie agricole utilisée compte 6,3 millions d'hectares (Tableaux 1 et 2 en annexe) répartis comme suit (Tableau 1).

Tableau 1. Occupation de la superficie agricole utilisée

Terres labourables	60 %
dont principalement :	
Blé	7 %
Fourrage	14 %
Plantes industrielles	10 %
Légumes	9 %
Vergers	4 %
Vignobles	1,5 %
Prairies	13 %
Pâturages	21,5 %

Les branches principales de la production de bétail sont l'élevage bovin avec environ 2 millions de têtes (dont un million de reproductrices), l'élevage porcin avec 4,5 millions de têtes (dont 0,8 millions de truies), l'élevage ovin avec 3,2 millions de têtes (dont 2,3 millions de brebis de reproduction) et l'élevage des volailles avec 30 millions de têtes.

La production agricole est réalisée par trois types d'unités de production :

- les exploitations familiales qui possèdent 80 % de la surface arable. Le nombre total des exploitations familiales est de 1,2 million et la superficie moyenne de l'exploitation en terre arable s'élève à 2,64 ha. Les exploitations ayant une superficie inférieure à 5 ha possèdent 45 % de terre arable ; ce groupe comprend environ 900 000 exploitations avec 1,6 ha de surface arable en moyenne (Tableau 3 en annexe) ;
- les sociétés agricoles, qui jusqu'à ces derniers temps étaient propriété d'Etat, ont connu, durant les 5 dernières années, des changements au niveau de leur statut. Actuellement, environ 700 d'entre elles disposent de 18 % de la surface arable, avec une superficie moyenne supérieure à 1 000 ha (Tableau 4 en annexe) ;
- les coopératives agricoles, dont l'effectif, pendant les 6 dernières années, a augmenté de 406 à 831, disposent de 2,4 % de la surface totale arable et ont une superficie moyenne d'environ 120 ha (Tableau 8 en Annexe).

La plus grande partie de la surface arable du pays se trouve dans une zone au climat continental modéré. Les précipitations annuelles varient de 600 à 900 mm et, pendant la période végétative (d'avril à septembre), de 300 à 500 mm. La répartition mensuelle des précipitations est inégale (Tableau 5 en annexe). Les températures moyennes mensuelles, pendant l'été, sont relativement élevées (Tableau 6 en annexe). La combinaison de ces deux éléments climatiques a souvent, pour conséquence, la sécheresse pendant les mois d'été. Sur une période de 13 ans (de 1980 à 1992), la sécheresse a été enregistrée en 1984 et 1989 et, tout particulièrement, en 1988 (Figure 1) et en 1992 (Figure 2).

Figure 1. Diagramme de la moyenne des précipitations pluviométriques (P) et des températures (T) mensuelles, en 1988

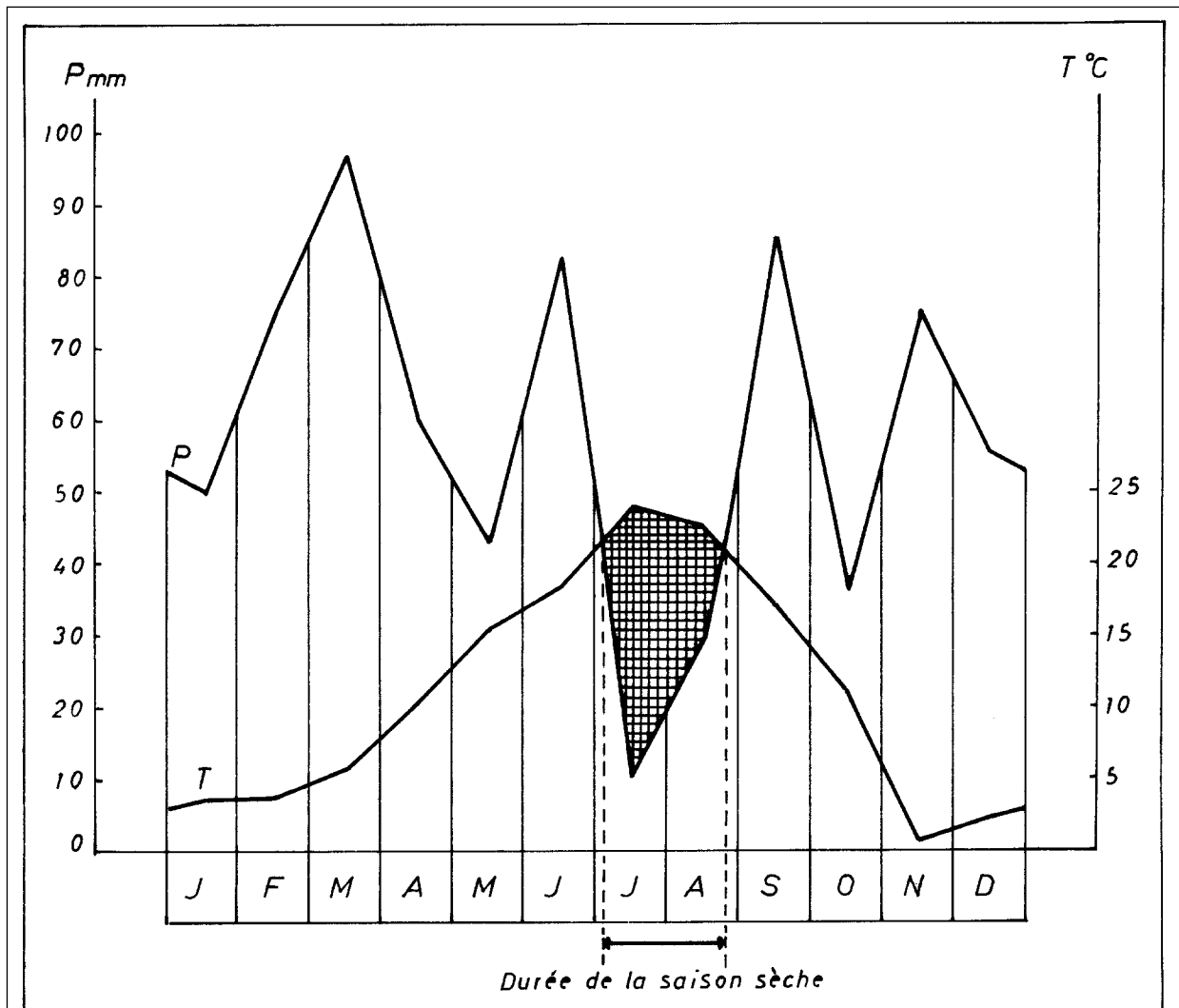
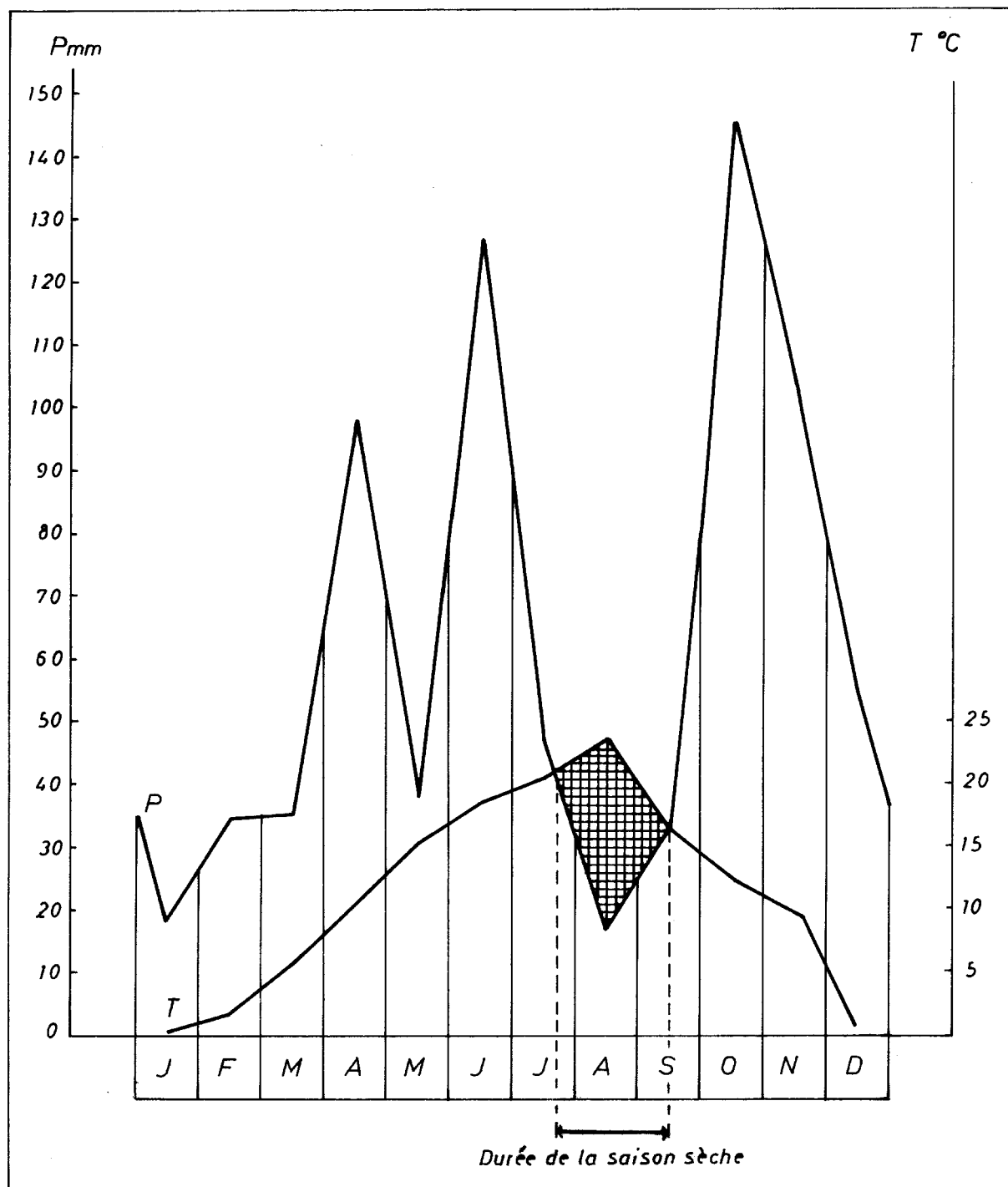


Figure 2. Diagramme de la moyenne des précipitations pluviométriques (P) et des températures (T) mensuelles, en 1992



Les dégâts provoqués pour l'agriculture ont été très graves car une faible part des surfaces agricoles est irriguée. Cette dernière est passée de 59 000 ha en 1980 à 78 000 ha en 1992, ce qui fait passer le pourcentage de la SAU irriguée de 0,94 à 1,26 % (Tableau 7 en annexe).

Sur une population totale de 10,5 millions d'habitants, la population rurale en compte 4,9 millions, soit 47,5 % de la population du pays (Tableau 8 en annexe). Entre 1980 et 1991, la part de la population agricole active dans la population active totale a diminué de 32 à 23 % (Tableau 9 en annexe). En contrepartie, la surface agricole utile par actif agricole a augmenté de 4,5 à 5,9 ha (Tableau 10 en annexe) et la surface arable de 2,8 à 3,7 ha.

Durant cette même période, l'agriculture yougoslave s'est caractérisée par une consommation en engrais chimiques relativement faible : elle est passée de 109 kg par ha de surface cultivée à seulement 52 kg par ha (Tableau 11 en annexe). Pour ce qui est de la consommation des pesticides, les tendances sont similaires. Ces deux phénomènes sont liés aux problèmes de l'importation des matières premières correspondantes nécessaires à leur fabrication. En ce qui concerne les tracteurs (Tableau 12 en annexe), leur nombre a continué à augmenter et il a même doublé entre 1980 et 1992 ; la surface agricole utile par tracteur est passée de 31 ha en 1980 à 16 ha en 1992.

Les facteurs climatiques et la consommation réduite des intrants agricoles ont entraîné la diminution du volume de la production (Tableaux 13 et 14 en annexe). Cette réduction a surtout été notable en 1992 : à titre d'exemple, la diminution de certaines productions, en 1992, par rapport aux moyennes des trois dernières années (Tableau 2).

Tableau 2. Diminution du volume de production de certaines spéculations, en 1992

Spéculations	Diminution en %
. blé	45
. maïs	22
. betterave à sucre	41
. soja	19
. pomme de terre	7
. chou	12
. pommes	16
. raisin	19
. lait	4
. oeufs	12
. viande	16

La réduction du volume de la production de certains produits (surtout de la viande) a été également provoquée par les conditions difficiles des exportations. C'est pourquoi la part de la valeur de l'élevage du bétail dans la valeur totale de la production agricole a chuté à 30 % à la fin de la période concernée alors que, au début de cette même période, elle était de 40 % (Tableau 15 en annexe).

Toujours à la fin de cette même période, on retrouve ces tendances négatives pour les activités non-agricoles. De 1980 à 1991, le produit intérieur brut¹ (Tableaux 16, 17, 18, 19 et 20 en annexe) a baissé de 14 % et le PIB/habitant de 18 % (de 900 à 734 US\$). Jusqu'en 1991, les tendances négatives se sont moins fortement exprimées en agriculture que dans les autres secteurs économiques. Par conséquent, la participation du produit intérieur brut agricole au PIB du pays est passée de 18 % en 1980 à plus de 22 % en 1991.

Des mouvements économiques défavorables ont aussi été ressentis dans le commerce extérieur. Le taux de couverture pour l'agriculture a chuté de 167 % en 1980 à 67 % en 1991. Durant cette même période, la participation de l'agriculture aux exportations totales a diminué de 16 % à 6,5 %, tandis que sa participation aux importations totales a augmenté de 6 à 8%. Cela est dû, essentiellement, aux restrictions liées à l'exportation de viande de Yougoslavie (Tableaux 21, 22, 23 et 24 en annexe).

1. Les grands problèmes de l'agriculture

La Yougoslavie dispose de ressources agricoles relativement riches qui, du point de vue des caractéristiques naturelles, se distinguent de la plupart des pays européens. Pourtant, les résultats de la production agricole yougoslave sont en retard par rapport aux résultats de l'agriculture des pays développés. Ces résultats sont plus particulièrement explicites si l'on considère la faiblesse de l'efficacité économique que si l'on prend en compte les indices physiques de la production. Parmi les nombreux problèmes liés au secteur agricole proprement dit, on peut souligner les suivants :

□ La Yougoslavie fait face à un grave problème de chômage. Ce phénomène a cependant un impact positif sur l'agriculture car il contribue au ralentissement de la dépopulation de certaines régions rurales. En effet, là où le chômage a dépassé les limites de l'acceptable pour l'ensemble de la population, ce

dernier participe à l'amélioration de la structure démographique de la population agricole. Cependant, les conséquences négatives de ce phénomène apparaissent dans la limitation de l'amélioration des structures agraires et dans l'efficacité de la production agricole.

- ❑ Une politique agricole inadéquate, pendant la période précédente, et une faible organisation de la commercialisation des produits agricoles ont eu, pour conséquence, un développement inégal régional dans l'agriculture. Cela a provoqué un vide démographique dans certaines régions ainsi qu'une diminution de leurs résultats économiques.
- ❑ Des structures agraires de petite dimension, où prédominent des exploitations ayant une superficie inférieure à 5 ha, induisent une insuffisance des moyens de production et une incapacité à produire pour le marché. Dans des conditions sociales où existeraient de grandes possibilités d'embauche dans les secteurs non-agricoles, ces exploitations seraient appelées à disparaître. Pour l'instant, cela ne peut se réaliser en raison du taux de chômage élevé.
- ❑ Le processus d'introduction d'innovations scientifiques et technologiques dans l'agriculture yougoslave se déroule très lentement. Cela est dû à la pénurie des capitaux, au développement insuffisant des services de vulgarisation agricole, au bas niveau d'éducation des producteurs agricoles et aux possibilités restreintes de changements structureaux.
- ❑ Les restrictions durables de la demande intérieure en vivres et en matières premières d'origine agricole hypothèquent le développement futur de l'agriculture qui devient alors dépendante, dans une large mesure, de ses possibilités de se positionner sur le marché international. Cela est possible par la réintégration politique et économique du pays dans le système mondial global. Cette condition une fois remplie, cela ne résoudra pas cependant les difficultés rencontrées par le pays dans l'exportation de ses produits agricoles. En effet, cela va demander des efforts supplémentaires et, ceci, dans de nombreux secteurs. C'est en ce sens que la politique agricole a un grand rôle à jouer, en supportant les productions agricoles orientées vers le marché extérieur pour conforter leur capacité concurrentielle et complémentaire dans l'offre à l'exportation.
- ❑ Les processus de transformation des structures agraires, déjà commencés, que ce soit en matière de statut de la propriété ou de gestion, ont connu un ralentissement pendant les deux dernières années. Une des raisons principales de ce ralentissement vient des sanctions des Nations Unies qui imposent le réexamen de certains processus sociaux, déjà engagés, et l'ajournement de leur réalisation.

II – La politique agricole nationale

1. Les objectifs de la politique agricole

A la différence des décideurs des pays aux économies de marché développées, les responsables yougoslaves ont considéré qu'il faut définir une politique agricole basée sur des objectifs stratégiques aussi nombreux que possible et les élaborer de façon aussi détaillée que possible. Les documents² traitant de ces objectifs, pour la période allant de 1986 à l'an 2000, en citent 15. Leur analyse démontre qu'il s'agit d'une liste d'objectifs désirables, résultant des intérêts des fédérations constituant la Yougoslavie à cette époque. Ces objectifs sont souvent contradictoires et ne vont pas dans le sens d'une amélioration globale sociale. La liste susmentionnée comprenait les objectifs économiques, sociaux et politiques, eux-mêmes confondus avec les instruments et les résultats de la politique ainsi qu'avec les objectifs commerciaux des unités de production agricole. Ces objectifs, ainsi définis, ne pouvaient pas être réalisés.

En 1992, les objectifs de la politique agricole, en accord avec les besoins de l'actuelle Yougoslavie, ont été redéfinis. Au lieu des 15 objectifs précédents, il n'y a que quatre objectifs à long terme³ :

- ❑ l'extension des structures productives agricoles afin d'assurer l'autosuffisance, la sécurité alimentaire stratégique et l'accroissement des exportations des produits agro-alimentaires ;
- ❑ l'augmentation de la productivité, de l'efficacité économique et de la qualité des produits, parallèlement à l'utilisation et à la préservation des ressources agricoles (terres agricoles, forêts, eaux et potentiels génétiques) ;

- ❑ la garantie de la stabilité du statut socio-économique des producteurs en agriculture, la réalisation d'exploitations économiquement fortes, orientées vers la production marchande, ainsi que la recherche des conditions préalables à la revitalisation des régions rurales et à l'arrêt de la dépopulation ;
- ❑ la garantie de la stabilité du marché des produits agricoles et de l'offre de ces produits, adaptés par leur prix et leur qualité au pouvoir d'achat des consommateurs.

2. Les instruments de la politique agricole

Le choix des instruments de la politique agricole est généralement fonction du bilan de l'approvisionnement alimentaire du pays et de l'établissement des objectifs stratégiques. Après la Deuxième Guerre mondiale, la Yougoslavie est passé par plusieurs phases de développement et, conformément au développement général économique et à sa position dans les échanges commerciaux internationaux, elle a modifié les instruments de la politique agricole. Lors de l'examen de ces derniers, nous avons constitué une typologie les répartissant en quatre groupes :

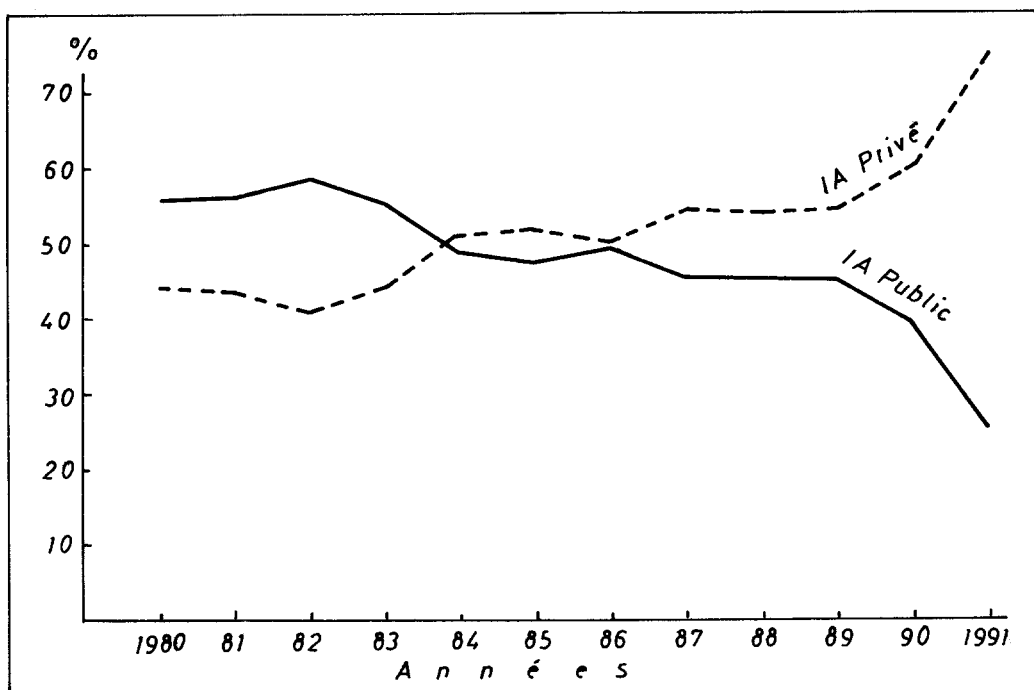
- ❑ la politique des prix, à l'exception de quelques types de prix, comprend également les subventions à la production, les restrictions et les contingentements au niveau des importations, les droits douaniers et les droits d'importation, les mesures incitatives à l'exportation, les restrictions concernant le volume de la production et les surfaces emblavées, l'encouragement de la demande intérieure, etc. ;
- ❑ l'appui direct au revenu des producteurs agricoles comprend également les mesures qui rendent possible les compensations aux producteurs ne réalisant pas de revenu suffisant dans la vente des produits agricoles sur le marché. Les subventions aux producteurs, les compensations dues à la limitation des prix ou des importations, les facilités fiscales, etc., en font partie ;
- ❑ l'appui indirect au revenu des producteurs agricoles intervient au niveau des investissements sur l'exploitation et des consommations intermédiaires : en font partie les crédits à taux bonifiés, les subventions pour les intrants agricoles, les subventions aux investissements, etc. ;
- ❑ les autres mesures concernent les aides aux investissements pour les travaux de recherche scientifique, pour les services de vulgarisation, pour la formation, pour les travaux fonciers, etc.

Dans cette classification, on voit bien que les effets de certaines mesures s'entrecroisent et vont avoir un impact simultané sur les prix et les revenus.

Etant donné que dans le chapitre suivant, les mesures concernant les politiques des prix, des subventions et de fiscalité seront détaillées, nous n'examineront maintenant que deux instruments importants, la politique des investissements et celle des crédits.

Entre 1980 et 1991, la part des investissements agricoles dans les investissements totaux ont varié entre 6 et 12 % (Tableau 25 en annexe). Si l'on compare les valeurs des investissements en début et en fin de période, leur montant, en valeur absolue a été réduit de 33 %. Les investissements publics ont chuté de 70 % tandis que les investissements privés ont augmenté de 14 %. En ce qui concerne le montant total des investissements (Tableau 26 en annexe), on peut noter l'augmentation permanente des investissements privés et la réduction régulière des investissements publics (Figure 3). On s'aperçoit que la part de l'agriculture dans le PIB (Tableau 19 en annexe), de 17 à 22 %, est considérablement plus élevée que la part des investissements agricoles dans les investissements totaux, de 6,1 à 11,6 %. La position subordonnée de l'agriculture dans la politique des investissements a toujours été.

Figure 3. La part des investissements privés et publics dans les investissements agricoles totaux



Les crédits, qui ont été voulus très sélectifs et, donc, destinés à des objectifs prioritaires, ont joué un rôle très important. Accordés par le Trésor, ils ont été utilisés pour encourager la production, le stockage et les réserves de produits agricoles. Les taux d'intérêt de ces crédits ont été considérablement moins élevés que les taux d'escompte du Trésor (Tableau 1). En plus des crédits à faibles taux d'intérêt, l'agriculture a bénéficié de subventions aux charges d'intérêt de l'ordre de 10 à 20 %. La mise en place de crédits à taux bonifiés a atténué les difficultés provoquées par d'autres mesures de la politique agricole ou portant sur des éléments spécifiques à l'agriculture. Pourtant, le défaut de cette politique réside dans le fait que le Trésor se substitue aux organismes bancaires en assumant certaines de leurs fonctions.

Tableau 3. Taux d'escompte du Trésor et taux d'intérêt des crédits sélectifs à l'agriculture

Années	Taux d'escompte	Taux d'intérêt des crédits agricoles	Taux d'intérêt/Taux d'escompte	Taux d'intérêt réel
1980	6	3	50	- 21,3
1981	6	3	50	- 29,6
1982	22	7	32	- 17,5
1983	30	20	67	- 13,7
1984	47	33	70	- 15,2
1985	61	48	79	- 15,9
1986	56	36,5	65	- 27,5
1987	131	85	65	- 19,2
1988	372	123	33	- 36,5

Source : Le Trésor de la Yougoslavie (suivant les statistiques de Kranjec - 1989)

III – Les politiques de prix, de subvention et de fiscalité

1. Prix et subventions aux produits agricoles

Parmi les instruments de la politique agricole, la politique des prix jouait un rôle essentiel. Mise en place à partir de la Deuxième Guerre mondiale, elle est restée en vigueur jusqu'à nos jours et a induit des conséquences graves pour le développement de l'agriculture yougoslave.

Durant la période de planification centralisée, c'est une politique discriminatoire pour l'agriculture qui a été menée car elle était basée sur la faiblesse des prix des produits agricoles. De cette manière, à partir de l'agriculture, en majeure partie privée, s'enclenchait un processus de redistribution de l'accumulation au profit du développement des activités non-agricoles appartenant exclusivement au secteur public.

A partir de 1953, les mécanismes du marché agissent plus fortement, permettant l'amélioration de la position de l'agriculture et, en 1960, les prix des produits agricoles et les prix des produits industriels retrouvent leur parité d'avant la Deuxième Guerre mondiale.

La première réforme sur les prix (en valeur absolue et en valeur relative) a été réalisée en 1965, prenant en compte les prix mondiaux comme prix de référence et comme critères de valorisation des produits pour ceux d'entre eux qui étaient destinés au commerce international. Il est alors apparu évident que les prix des intrants augmentent beaucoup plus rapidement que les prix des produits agricoles.

Entre 1966 et 1980, la parité s'est toujours faite au détriment de l'agriculture et, ce, malgré les parités établies par la réforme de 1965.

En 1980, la parité entre les prix des produits agricoles et les prix des intrants a été réinstaurée, retrouvant le niveau de 1965. Pourtant, les années suivantes, ces rapports de prix ont été bouleversés, de sorte que, jusqu'en 1989, l'agriculture était toujours en position défavorable.

La politique des prix, tout au long des différentes étapes du développement de l'agriculture, a été réalisée au travers de divers mécanismes.

En 1947, le système des prix de référence, fixés par voie réglementaire, a été introduit pour certains produits et services ayant une importance particulière pour le développement économique et le niveau de vie de la population. Ce régime comprenait les produits agricoles destinés aux livraisons obligatoires. Par la suite, au début de 1948, le système des prix «liés» a été instauré : pour les produits agricoles vendus au secteur étatique, les agriculteurs ont acquis le droit d'acheter des produits industriels à prix réduit. La période allant de 1953 à 1956 s'est caractérisée par le contrôle indirect des prix : ce dernier était basé sur l'adéquation de l'offre à la demande par le contingentement des produits agricoles à l'importation et à l'exportation. Jusqu'en 1956, toutes les mesures prises avaient une tendance commune à fixer les prix «plafond» des produits agricoles. Après 1956, le changement essentiel, en politique des prix, a consisté en l'application de mesures visant essentiellement à fixer des prix «plancher» pour les produits agricoles. Des digressions survenaient périodiquement mais elles ne duraient que peu du temps.

Entre 1957 et 1970, un système de prix garantis, pour certains produits particulièrement importants pour la sécurité alimentaire du pays, a été mis en place. Les prix garantis ont été fixés en prenant en considération les coûts de production et les coûts de fonctionnement des sociétés agricoles sociales ainsi que les prix du marché international.

Un système similaire a été appliqué, de 1971 à 1975. A cette époque, des prix «plancher» ont été fixés pour 15 produits agricoles, sur la base du coût de production d'une unité de produit dans les sociétés agricoles sociales. Le prix ainsi fixé a été affecté du taux moyen d'accumulation de l'économie dans son ensemble, de l'année précédente. Entre 1976 et 1984, a été introduit le système de contrôle des prix par l'Etat, par la fixation de deux formes de prix : les prix à la production et les prix d'intervention. Ce régime concernait 15 produits : le blé, le maïs, le riz, le tournesol, le soja, le colza, la betterave sucrière, le tabac, le coton, la laine, le lait et le bétail de boucherie (boeufs, porcs, moutons et volaille). De 1985 à nos jours, le système des prix d'intervention est à nouveau appliqué en même temps que celui des prix «plafond» (il a toujours été mis en vigueur périodiquement).

Tableau 4. Indices des prix à la production

Années	Blé	Maïs	Betterave à suc.	Bovins	Porcins	Lait de vache
1981	106	115	140	99	112	103
1982	97	85	100	100	103	101
1983	77	78	100	104	105	93
1984	58	78	80	61	68	71
1985	65	70	80	61	62	64
1986	84	63	120	85	87	78
1987	106	104	120	96	88	83
1988	94	130	140	108	93	86
1989	80	104	120	88	88	88
1990	65	78	100	68	83	90
1991	110	124	120	139	125	129

Source : Ministère de l'Economie

Tableau 5. Indices des prix à la consommation

Années	Pain	Huile de graine	Sucre	Viande bovine	Viande porcine	Lait de vache
1981	98	103	106	95	94	96
1982	88	103	96	83	84	85
1983	86	89	85	153	85	79
1984	60	74	61	59	58	58
1985	64	82	67	67	66	73
1986	102	123	104	87	86	96
1987	174	129	114	122	115	100
1988	181	127	156	137	129	104
1989	162	113	140	114	114	110
1990	143	99	123	91	99	117
1991	137	157	103	157	123	131

Source : Ministère de l'Economie

Tableau 6. Indices des subventions agricoles totales

Années	Subventions totales (en millions US \$)	Indices	Subventions/PIBA (x 100)
1980	87,4	100	5,61
1981	106,5	122	6,75
1982	94,0	88	5,53
1983	78,5	74	4,69
1984	86,9	111	5,16
1985	89,0	102	5,66
1986	102,9	116	5,90
1987	129,5	126	7,93
1988	144,9	166	9,08
1989	173,5	205	10,34
1990	144,8	166	9,28
1991	127,9	146	7,51

Source : Ministère de l'Economie

La politique agricole, redéfinie en 1992, fait appel à deux types de prix protecteurs : les prix garantis et les prix indicatifs.

Le prix garanti est le prix le plus bas pouvant être payé au producteur : lorsque les prix du marché baissent jusqu'à atteindre le niveau des prix garantis et que les producteurs ne peuvent pas vendre leurs produits par les circuits habituels sur le marché, les organismes d'intervention sont obligés d'acheter aux producteurs les quantités des produits répondant à la qualité requise et destinées au marché. Les prix

garantis sont fixés pour les produits suivants : le blé, le maïs, le tournesol, le soja, la betterave à sucre, le tabac, le lait et le bétail de boucherie (bouvillons, porcs, moutons et agneaux).

Le prix indicatif représente un prix de marché, donné à titre indicatif, pour un produit. Il sert de référence à l'entreprise pour que celle-ci prenne des mesures économiques afin de maintenir le prix de marché au niveau du prix indicatif. Donc, ce prix protège, en même temps, les producteurs et les consommateurs. Les prix indicatifs sont fixés pour les produits suivants : la farine, le pain, le sucre, l'huile comestible, la viande fraîche, le lait pasteurisé, le beurre, le lait en poudre, le tabac, le blé et le maïs.

Les prix des produits qui ne sont pas mentionnés ci-dessus sont formés librement sur le marché en fonction de l'offre et de la demande : ce sont des prix libres.

Les subventions aux produits agricoles comprennent les primes et les compensations.

Les primes sont appliquées à partir de 1958, en premier lieu pour l'encouragement de la production des bouvillons engraisés et des porcs charnus et, plus tard, pour l'encouragement des productions de blé, de coton, de soja, de chanvre, de laine, de lait et de tabac. Ces primes ont été en vigueur jusqu'en 1981 ; par la suite, seule la prime pour le lait a été maintenue. Entre 1974 et 1978, des primes de développement ont été accordées aux sociétés agricoles sociales pour les productions commercialisées de blé, de tournesol, de betterave à sucre et de lait. La prime de rachat, afin d'accroître la production marchande a eu cours de 1974 à 1976, pour le blé, et de 1975 à 1978, pour le soja. Les primes d'encouragement à l'exportation ont été mises en place pour les bouvillons engraisés, les veaux et les agneaux, de 1974 à 1977.

Les compensations ont été appliquées périodiquement et leur application ne durait que peu de temps. Pour la première fois, les compensations ont été introduites en 1971 et 1972 ; les producteurs de farine de blé, d'huile comestible et de sucre en étaient les bénéficiaires. Les compensations pour la viande fraîche (boeuf, porc, mouton et volaille) ont été appliquées entre 1975 et 1977. En 1977, la compensation aux producteurs de farine de froment a été réinstaurée.

La politique agricole, mise en place en 1992, maintient les primes d'encouragement à la production marchande de lait, à l'élevage des jeunes reproducteurs des races améliorées bovines, ovines et porcines, à la production des bouvillons et agneaux engraisés ainsi qu'aux productions de soja et de blé.

2. Prix et subventions aux intrants agricoles

Durant la période concernée, les prix des intrants et des équipements pour l'agriculture ont augmenté plus rapidement que les prix des produits agricoles. Si l'on compare le prix moyen des intrants sur les trois premières (1980-1982) et les trois dernières années (1989-1991) de la période, celui-ci a augmenté de 39 % (Tableau 27 en annexe). Pendant cette même période, pour les produits agricoles, les prix à la production ont augmenté de 13 % et les prix à la consommation de 15 % (Tableaux 28, 29 et 30 en annexe). Par conséquent, les rapports des prix des produits agricoles et des prix des intrants agricoles ont évolué au détriment des premiers, ce qui a provoqué la réduction de la quantité des intrants utilisés (Tableau 11 en annexe).

Jusqu'à présent, les subventions aux intrants agricoles ont tenu une place importante dans le développement du secteur agricole. Il s'agit des subventions aux engrais chimiques, aux semences améliorées, aux produits phytosanitaires, aux équipements et au carburant.

Les subventions aux engrais chimiques sont appliquées pendant plus de quatre décennies avec, toutefois, des suspensions périodiques. Pendant la phase initiale d'application, cette mesure a eu un rôle double. En premier lieu, les prix moins élevés devaient favoriser l'augmentation de leur utilisation, surtout dans les exploitations familiales qui, jusqu'alors, en employaient peu. En second lieu, les subventions devaient favoriser la réalisation d'une accumulation productive dans l'agriculture et un développement plus important de l'industrie des engrais chimiques. Sans l'utilisation des subventions, l'industrie vendrait difficilement ses produits relativement chers et l'agriculture ne pourrait pas acheter des quantités suffisantes d'engrais chimiques. Ces objectifs, ainsi établis, ont donné des résultats positifs, surtout lors de la phase de démarrage de l'application de la mesure. Cependant, le montant de la subvention

par unité de matière active a fluctué, ce qui a provoqué l'instabilité des prix des engrais chimiques. A cela, il faut ajouter l'instabilité des résultats économiques des unités de production, due à d'autres facteurs, et qui a eu aussi un impact défavorable sur la consommation des engrais chimiques.

Tableau 7. Indices des prix aux intrants agricoles

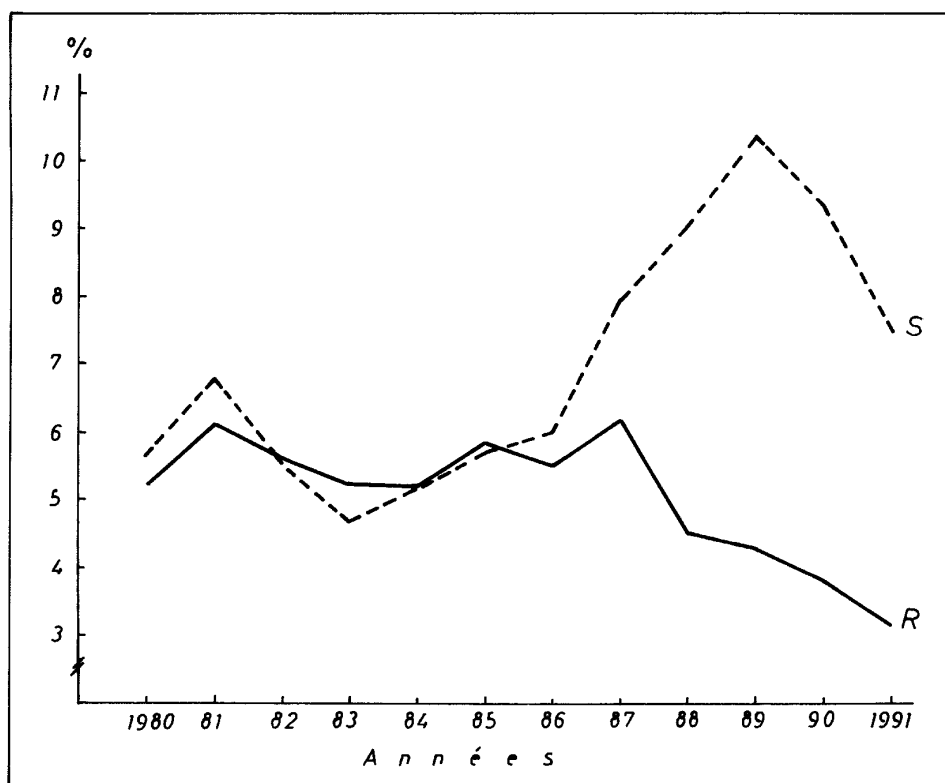
Années	Semences améliorées			Engrais NPK (15:15:15)	Pesticide (base de l'atrazin)	Pétrole	
	Blé	Maïs (SK)	Maïs (DK)				
1981	114	107	101	94	100	88	101
1982	108	113	124	81	89	93	84
1983	84	91	74	66	100	71	82
1984	63	61	60	44	78	54	60
1985	71	87	89	86	85	60	71
1986	82	116	121	91	107	94	60
1987	118	90	125	75	119	101	69
1988	133	117	132	136	99	156	78
1989	99	133	129	121	78	146	75
1990	65	148	204	106	95	136	72
1991						116	241

Source : Ministère de l'Economie

Au début des années 70, la part des engrais chimiques, dans le montant total des charges de production des exploitations agricoles sociales, représentait 17 % pour le blé, 14 % pour le maïs, 10 % pour la betterave à sucre et 17 % pour le tournesol. A la fin des années 80, dans les exploitations familiales, les engrais chimiques représentaient 7,8 % des charges d'exploitation, les semences 3,7 % et les produits phytosanitaires 2,3 % (Bajcetic et Krstic, 1990).

Entre 1980 et 1991, le montant total des subventions (Tableau 6) a augmenté de 46 % et sa part dans le PIBA se situait entre 4,7 et 10,3 % (Tableau 31 en annexe). Dans la première moitié de la période, le montant total des subventions aux facteurs de production et le montant total des recettes fiscales agricoles représentaient une part identique dans le PIBA. Dans la deuxième moitié de cette même période, le montant des subventions est deux fois plus élevé que le montant des recettes fiscales agricoles (Figure 4).

Figure 4. Evolution de la part des subventions (S) et des recettes fiscales agricoles (R) dans le PIBA



Détailler la structure des subventions accordées nous est difficile. Cependant, à titre indicatif, nous pouvons faire des estimations : la part des subventions aux intrants agricoles est nettement supérieure (plus de 80 %) à celle des produits agricoles (moins de 20 %). En ce qui concerne les intrants, les engrais chimiques ont bénéficié de 32 % des subventions accordées, les semences améliorées de 15 %, les pesticides de 4 % et les subventions aux prêts de 49 %.

Lorsqu'on s'interroge sur l'efficacité des mesures de subventionnement de l'agriculture, il semble que les subventions aux engrais, aux semences et aux produits phytosanitaires soient à réexaminer. En effet, tant que la part des subventions aux intrants de la production végétale ne dépasse pas 20 % du prix d'achat de ces produits, elle ne peut avoir un impact significatif sur la réduction des charges de production. Par ailleurs, si le pourcentage des subventions est nettement supérieur à 20 %, cela pourrait induire une utilisation irrationnelle et inefficace de ces intrants.

De telles subventions présentent également d'autres défauts. Elles sont payées à l'unité d'intrant consommé, indépendamment des résultats réalisés. Par conséquent, les producteurs réalisant les meilleurs résultats reçoivent, par unité de produit consommé, un montant moins élevé de subventions que ceux qui réalisent des résultats plus médiocres. En outre, les subventions sont aussi un obstacle à l'établissement de rapports économiques vrais entre les producteurs agricoles et l'industrie des engrais chimiques. Les engrais chimiques, à prix subventionnés, diminuent l'intérêt des producteurs pour l'utilisation des engrais organiques, ce qui, à long terme, affecte négativement la qualité de la terre. De plus, l'existence de subventions induit souvent un comportement de surconsommation des produits subventionnés par les producteurs et qui ne va plus dans le sens des objectifs de productivité fixés par la politique agricole. Enfin, les subventions ainsi fixées n'encouragent pas suffisamment les producteurs à se tourner vers la production marchande. Par conséquent, il existe souvent une différence entre le comportement de l'individu-producteur et les intérêts de l'Etat.

Des travaux de recherche, basés sur un modèle de simulation de l'agriculture yougoslave (Bajcetic et Krstic, 1990), ont démontré que des primes à certains produits agricoles commercialisés (le lait de vache à 25 % du prix d'achat, la viande bovine à 20 %, le soja à 20 %, la viande de mouton à 15 % et la viande porcine à 15 %) donnent des résultats nettement plus favorables que les subventions aux intrants ci-dessus mentionnés. D'une part, les moyens financiers à dégager par l'Etat pour les primes seraient moins importants et, d'autre part, les bénéfices que l'agriculture pourrait réaliser, au niveau du pays, se concrétiseraient par l'augmentation du revenu par actif agricole.

S'appuyant sur les résultats des travaux de recherche mentionnés, la politique agricole, redéfinie en 1992, a opté pour la réduction des subventions aux intrants agricoles. La subvention aux engrais chimiques a été supprimée ; les subventions aux semences améliorées du blé, du soja, du fourrage et aux boutures des oliviers, des mandariniers et des orangers ont été reconduites.

3. Fiscalité agricole

Pendant la période concernée, le montant total des recettes fiscales agricoles sur l'agriculture a chuté de 34 %. En conséquence, la part des recettes fiscales agricoles a été réduite, tant en ce qui concerne les recettes fiscales totales de l'Etat que celles qui entrent dans le PIBA (Tableau 32 en annexe). Dans le Tableau 8, ci-dessous, les recettes fiscales agricoles ne concernent que la fiscalité directe qui, jusqu'à présent, était calculée sur les recettes cadastrales nettes de l'exploitation familiale. Les impôts payés par les sociétés agricoles sociales et les coopératives agricoles ne sont pas inclus dans ce montant. Par conséquent, la recette fiscale agricole totale est plus importante que celle donnée dans le Tableau 8, les données disponibles n'étant pas assez fiables pour fournir avec exactitude le montant total des recettes fiscales.

Taleau 8. Indices des recettes fiscales agricoles

Années	Recettes fiscales agricoles (en millions US\$)	Indices	Recettes fiscales agricoles / Recettes fiscales totales (x 100)
1980	81,7	100	7,79
1981	96,4	118	9,13
1982	95,3	117	8,91
1983	89,5	109	8,46
1984	87,2	107	7,97
1985	91,9	112	8,66
1986	95,9	117	6,50
1987	101,2	124	8,04
1988	71,9	88	6,44
1989	72,3	88	5,57
1990	59,8	73	4,99
1991	53,7	66	5,13

Source : Ministère des Finances

IV – L'impact des politiques de prix, de subvention et de fiscalité sur l'agriculture

Les produits agricoles, pris à titre d'exemple dans cette étude, sont tous caractérisés par le haut degré de variabilité de leurs prix, d'une année à l'autre, ainsi que par les fluctuations de leurs rendements et du volume total de leur production. Afin d'analyser les rapports existant entre les prix et les subventions, d'une part, et les rendements et le volume de la production, d'autre part, deux approches ont été utilisées.

La première approche fait la comparaison des indices annuels des agrégats⁵ de tous les produits examinés (Tableau 9). La corrélation entre les rendements et le volume de la production par rapport aux prix et subventions est très faible.

La deuxième approche compare les chiffres moyens des trois dernières (1989-1991) et des trois premières années (1980-1982) de la période examinée, pour chacun des produits considérés. En fonction des mouvements des prix (exprimés en US\$), quatre groupes de produits ont été ainsi déterminés :

- les produits dont le prix à la production a été réduit : blé, haricot, tournesol, bouvillons engraisés, moutons, lait de vache, oeufs ;
- les produits dont le prix à la production a stagné : betterave à sucre, porcs charnus ;
- les produits caractérisés par une augmentation modérée (jusqu'à 10 %) des prix à la production : maïs, poussins engraisés, lait de mouton ;
- les produits caractérisés par une augmentation élevée (au-dessus de 10 %) des prix à la production : pomme de terre, pommes, raisins, prunes.

Du point de vue des mouvements du volume de la production, les produits examinés peuvent être répartis en trois groupes :

- les produits dont le volume de la production est réduit : maïs, haricot, pomme de terre, pommes, prunes, raisins ;
- les produits ayant connu une augmentation modérée (jusqu'à 10 %) du volume de leur production : betterave à sucre, lait, oeufs, viande ;
- les produits caractérisés par une forte augmentation du volume de leur production (au-dessus de 10 %) : blé, tournesol, soja.

Nous allons considérer les prix du blé, du maïs et de la viande, à titre d'illustration. Le prix du blé a chuté de 25 % alors que le volume de sa production a augmenté de 23 %. Le prix du maïs a augmenté de 4 %

tandis que le volume de sa production diminuait de 15 %. Les prix des différentes sortes de viande baissent ou stagnent alors que le volume de leur production augmente modérément. Il faut rappeler, ici, que les prix à la production de tous ces produits sont toujours sous contrôle étatique, ce qui signifie que les prix à la production ne sont pas directement liés au volume de production.

Si on prend en considération des produits dont les prix sont formés librement sur le marché, conformément au rapport de l'offre et de la demande, on constatera un plus fort degré de corrélation entre le niveau des prix à la production et le volume de production réalisé. Ce groupe de produits comprend : pommes de terre, pommes, prunes et raisins. Leur volume de production a respectivement chuté de 14, 9, 28 et 22 % tandis que leurs prix ont augmenté de 36, 70, 48 et 42 %. Il est évident qu'en examinant les corrélations entre ces variables, le volume de la production doit être considéré comme une variable indépendante et le prix à la production - comme une variable dépendante.

Tableau 9. Indices des prix, des subventions, de la consommation des engrais chimiques, des rendements et des volumes des produits agricoles

Année	Indices des prix des produits		Indices des subventions	Indices des prix des intrants			Consommat° en engrais chimiques	Rendements	Volume des produits
	à la product°	à la consom°		Pétrole	Pesticides	Engrais chimi.			
1981	105	101	122	101	95	106	122	97	113
1982	101	95	88	84	88	98	122	98	140
1983	82	89	74	82	77	103	120	101	128
1984	67	63	111	60	54	86	120	102	132
1985	73	74	102	71	74	93	125	88	92
1986	95	98	116	60	114	97	127	108	140
1987	104	123	126	69	126	116	124	92	135
1988	113	135	166	78	161	131	121	85	117
1989	108	127	205	75	186	106	104	100	130
1990	104	118	166	72	212	81	89	85	108
1991	122	121	146	241	116	148	59	109	126

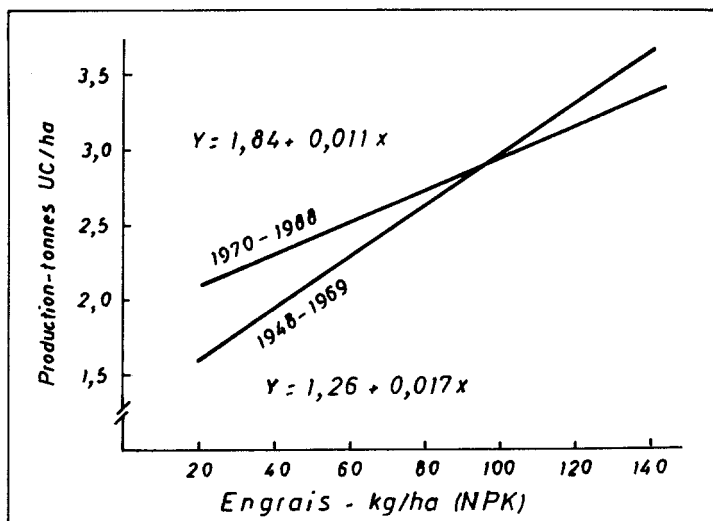
Source : Ministère de l'Economie

Entre les prix des intrants et les rendements (Tableau 33 en annexe), il n'existe pas de corrélation significative, que l'on prenne en considération les indices des agrégats (Tableau 9) ou les produits concernés, traités individuellement. Il en est de même pour la corrélation entre les prix et la consommation des engrais chimiques. Donc, pendant les 9 premières années de la période concernée, la quantité d'engrais consommée par hectare a stagné et, ce, malgré la variation des indices de leurs prix passant de 86 à 131.

Il existe une certaine interdépendance entre la consommation des matières actives des engrais chimiques (X) et le volume total (Y) de la production agricole réalisée (y compris les produits d'origine animale) exprimé en unités céréalieres. Cette corrélation s'exprime par des fonctions linéaires (Figure 5).

Pendant la première partie de la période de 40 ans prise en considération (1948-1988), cette corrélation est plus forte (le coefficient de corrélation $r = 0,899$) que durant la deuxième partie ($r = 0,751$). S'agissant de données statistiques et non de données expérimentales, nous devons conserver une certaine prudence dans l'analyse de ces fonctions. Cependant, nous pouvons souligner que lorsqu'il y a utilisation d'engrais, le volume utilisé est proportionnellement plus efficace pour les petits rendements. A haut niveau d'utilisation des engrais, donc à rendement plus élevé, cette fonction perd son caractère linéaire. Et, il existe, en Yougoslavie, des exploitations qui se sont trouvées dans cette situation. Il faut dire que l'application de procédés d'optimisation de la production est indispensable, que ce soit par l'augmentation du volume utilisé ou par les variétés d'engrais employées. Cependant, il faut aussi tenir compte des besoins des différentes espèces végétales ainsi que des pratiques culturales.

Figure 5. Impact de la quantité d'engrais chimiques consommée sur le volume de la production par hectare



D'après cette analyse, on peut dire, en conclusion, que les mesures de politique agricole, menées durant cette période, en Yougoslavie, n'ont pas donné de résultats satisfaisants. Cela a été partiellement expliqué dans l'introduction du présent exposé mais, afin de permettre une meilleure compréhension, nous allons rappeler trois types de contraintes qui ont eu un impact certain sur le développement de l'agriculture :

□ La stratégie duale de développement, essentiellement politique, n'avait amené que le développement du secteur agricole social en négligeant celui de l'agriculture privée (exploitations familiales). Par l'application de ces mesures, le secteur social a eu une position privilégiée. En effet, les prix à la production des produits agricoles en provenance du secteur privé étaient de 3 à 18 % inférieurs à ceux des produits venant du secteur social. Les exploitations familiales n'ont eu qu'un rôle de fournisseur et de satellite provisoire du secteur social. Ce dernier, pour se moderniser, jouissait de privilèges pour son approvisionnement en intrants, pour le rachat de produits agricoles, pour la transformation des produits, pour les crédits à la production et au stockage, pour les importations et les exportations, etc. L'élimination de tous ces privilèges a montré que beaucoup d'entreprises du secteur social s'étaient maintenues artificiellement. En conséquence, pour favoriser un réel développement de l'agriculture, il est nécessaire de créer les conditions qui vont permettre aux unités les plus efficaces de se développer et, ceci, grâce à une intervention stable de l'Etat et sans distinction entre les deux secteurs.

□ Les contraintes économiques du développement agricole ont été partiellement examinées dans le chapitre traitant des prix, des subventions et de la fiscalité. Cependant, il faut y rajouter le cours des échanges qui, en général, était surestimé. Pour la mise en place des mesures de politique agricole, il y avait de nombreux obstacles tels que la grande diversité des régions et la décentralisation, d'où de grandes difficultés pour appliquer les mesures nationales aux niveaux régional et local.

□ Les contraintes institutionnelles sont le fruit des contraintes politiques et elles se réduisent à donner des privilèges au secteur public, que ce soit au niveau de la production, de la transformation et de la circulation des produits agricoles. En outre, le fonctionnement des coopératives et leur rôle dans l'agriculture ont été largement politiques. Le secteur public avait le monopole sur le rachat des produits agricoles, sur leur transformation industrielle et souvent, aussi, sur l'approvisionnement en intrants des exploitations familiales.

Dans le nouveau système économique, en cours de construction, les contraintes précédentes sont supprimées. L'agriculture ne cessera pas d'être une activité économique prioritaire mais il faudra cependant attendre une amélioration économique. La cadence du déroulement de ce processus ne dépendra pas seulement des conditions internes à la Yougoslavie mais, aussi et principalement, des changements au niveau de l'environnement international.

Notes

1. En ce qui concerne l'analyse des données sur le produit intérieur brut et les indices similaires, il faut tenir compte des éléments suivants :
 - . Avant 1991, les indices de l'économie nationale ont été calculés d'après le système des bilans économiques (PBY). Actuellement, le département statistique fait des préparatifs de passage au système des calculs nationaux (SNA), soit ESA EUROSTATA. Ce système sera appliqué aux statistiques à partir de l'année 1992. Les bilans, selon le nouveau système, ne sont pas encore terminés, ce qui explique l'absence de données publiées pour les années 1992 et 1993.
 - . La décomposition de l'ancienne Yougoslavie et la création de la nouvelle Yougoslavie ont provoqué la nécessité de regroupement des statistiques pour qu'elles soient adaptées au territoire actuel. Dans ce domaine, le département statistique n'a pas encore achevé toutes les opérations pour tous les indices statistiques. Par conséquent, les auteurs de cet exposé ont estimé certaines données à partir des données concernant l'ancienne Yougoslavie.
 - . Le taux élevé de l'inflation, particulièrement au cours de la décennie précédente, biaise le calcul de la conversion de la monnaie nationale en devises étrangères. Certaines erreurs ont pu ressortir de ces opérations et, par conséquent, quelques indices financiers doivent être maniés avec réserve.
 - . Le maintien artificiel du cours de la monnaie yougoslave, par rapport à la "corbeille" des devises convertibles, a pour conséquence l'estimation "irréelle" du PIB. Les données figurant dans le présent exposé sont fondées sur le cours officiel de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères. Certaines estimations (Miljkovic, 1992) démontrent que le PIB/habitant serait doublé s'il avait été calculé d'après le pouvoir d'achat de la monnaie intérieure au lieu d'être calculé d'après le cours officiel.
2. Ces documents sont :
 - . Le plan de développement à long terme de la Yougoslavie pour la période entre 1986 et 2000 ;
 - . Le plan social de développement entre 1986 et 1990 ;
 - . Le contrat social de la réalisation du complexe agro-industriel jusqu'à l'année 2000.
3. La politique agraire de la République Fédérale de la Yougoslavie, Ministère Fédéral de l'Agriculture, Belgrade, 1992.
4. Le taux d'intérêt corrigé par le taux d'inflation.
5. Ces agrégats excluent les données pour 1992 car cette année est atypique pour chacune d'elles.
6. UC = unité céréalière = unité de mesure de compte à l'aide de laquelle les divers produits agricoles sont réduits à un même dénominateur commun. Les coefficients utilisés sont : 1 pour le blé, 1,5 pour le soja, 0,25 pour la pomme de terre, 0,70 pour le lait, 6,0 pour les bovins sur pied, 40 pour la laine lavée, etc. L'auteur des coefficients, M. Woerman, a basé ses calculs sur trois critères : les charges de production, les rendements par unité et le contenu des ingrédients nutritifs d'une unité de produit.

Références

- **Bajcetic, B. et Krstic, B.** (1990).- *Les innovations pour l'encouragement du développement de l'agriculture de Yougoslavie*.- Belgrade : Faculté des Sciences Agronomiques.
- **Dlesk, M.** (1992).- La politique économique et la stabilité des prix agricoles.- In : *L'économie de l'agriculture*, n° 3.- Belgrade.
- **Djilas, M.** (1983).- Les possibilités des exportations de l'agriculture yougoslave.- Belgrade : Udruzena Beogradaska Banka.
- **Finzgar, A.** (1982).- Les interventions de l'Etat en agriculture.- In : *L'économie de l'agriculture*, n° 4.- Belgrade.
- **Grahovec, P.** (1971).- *L'efficacité de la consommation des engrais chimiques en agriculture yougoslave*.- Zagreb : Faculté des Sciences Economiques (Thèse de Doctorat).
- **Kranjec, M. et al.** (1989).- *L'agriculture dans les conditions de l'économie de marché*.- Ljubljana : Institut pour les Recherches Economiques.
- **Krstic, B.** (1994).- Le modèle de la gestion optimale du développement de l'agriculture en tant que base pour la recherche du caractère concurrentiel des produits agricoles.- In : *Politique agraire de la Yougoslavie dans les conditions de l'économie de marché*.- Belgrade : Institut pour l'économie de l'agriculture.
- **Milanovic, M.** (1988).- Sur certains aspects des parités externes et internes des prix des produits agricoles.- In : *L'économie de l'agriculture*, n° 3.- Belgrade.
- **Miljkovic, D.** (1992).- *Calculation of the gross domestic product in international comparable currency unit*.- Belgrade : Federal Statistical Office.
- **Nikolic, M.** (1994).- *Les fondations scientifiques de la politique agraire de la Yougoslavie dans les conditions du marché*.- In : *Politique Agraire de la Yougoslavie dans les conditions de l'économie de marché*.- Belgrade : Institut pour l'Economie de l'Agriculture.
- **Randjelovic, V.** (1989).- *L'économie de l'Agriculture*.- Belgrade : Savremena Administracija.



Annexe

Tableau 1. Utilisation des terres (x 1 000 ha)

Années	Superficie totale (ST)	Surface agricole utile (SAU)	Terres labourables	Cultures fruitières	Vignoble	SAU/ST
1980	10 217	6 302	3 792	272	105	61,68
1981	10 217	6 296	3 792	272	104	61,62
1982	10 217	6 290	3 779	275	102	61,56
1983	10 217	6 264	3 745	276	101	61,31
1984	10 217	6 270	3 732	276	98	61,37
1985	10 217	6 257	3 731	275	94	61,24
1986	10 217	6 263	3 737	275	94	61,30
1987	10 217	6 251	3 730	273	93	61,18
1988	10 217	6 247	3 731	272	92	61,14
1989	10 217	6 242	3 723	270	92	61,09
1990	10 217	6 238	3 716	269	91	61,06
1991	10 217	6 319	3 718	267	89	61,85
1992	10 217	6 228	3 720	267	89	60,96

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 2. Evolution des surfaces labourables

Années	Surface cultivée	Céréales industrielles	Cultures maraichère	Cultures fourragères	Cultures
1980	3 649	2 570	295	301	483
1981	3 655	2 527	335	307	486
1982	3 647	2 555	220	303	478
1983	3 662	2 602	286	298	476
1984	3 644	2 536	308	299	501
1985	3 648	2 496	337	303	512
1986	3 655	2 459	380	311	505
1987	3 637	2 398	427	305	507
1988	3 649	2 470	366	309	504
1989	3 650	2 748	349	318	504
1990	3 645	2 454	374	315	502
1991	3 641	2 471	349	315	503
1992	3 606	2 406	376	317	507

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 3. Effectif et surface moyenne des exploitations familiales en 1981

Tranches de superficie	Nombre d'exploitations	%	Surface arable totale (ha)	%	Surface arable par exploitation (ha)
< 0,5	181 899	15,18	62 504	1,97	0,34
0,51-1	122 000	10,18	84 909	2,68	0,70
1,1-3	370 319	30,90	597 763	18,87	1,61
3,1-5	224 761	18,75	689 279	21,75	3,07
5,1-8	173 359	14,47	811 989	25,63	4,68
8,1-10	64 660	5,40	429 661	13,56	6,64
10,1-15	41 008	3,42	288 909	9,12	7,04
15,1-20	11 456	0,96	90 523	2,85	7,90
> 20	8 971	0,75	113 067	3,57	12,60
Total	1 198 433	100,00	3 168 604	100,00	2,64

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 4. Effectif et surface moyenne des exploitations commerciales

Années	Entreprises agricoles				Coopératives agricoles			
	Nombre	SAT (1000 ha)	Surface arable Totale (1000 ha)	Par exploit° (ha)	Nombre	SAT (1000 ha)	Surface arable Totale (1000 ha)	Par exploit° (ha)
1987	1 452	1 119,5	858,0	591	406	51,2	23,4	58
1988	1 438	1 119,1	861,4	599	412	53,4	25,4	62
1989	1 330	1 114,8	859,8	646	439	59,9	30,0	68
1990	803	1 112,3	855,0	1 065	702	69,2	38,8	55
1991	730	1 063,9	797,1	1 092	820	154,3	97,8	119
1992	706	885,9	712,4	1 009	831	149,0	95,4	115

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 5. Précipitations moyennes (en mm)

Mois Années	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	Total annuel	
													IV-IX	I-XII
1980	73,8	39,9	71,4	51,9	124,0	77,2	47,6	40,4	29,3	102,6	133,3	106,6	370	898
1981	57,0	37,6	86,8	63,2	63,6	94,5	36,7	57,9	92,5	123,8	65,6	131,7	408	911
1982	28,3	29,6	77,1	49,1	27,0	62,4	81,0	64,5	28,1	80,0	44,1	98,5	312	670
1983	28,7	58,4	28,9	34,8	52,2	94,7	63,1	31,6	76,6	26,9	49,7	61,3	353	607
1984	107,2	87,0	57,6	48,5	90,4	46,0	39,6	45,3	82,4	47,8	68,2	33,3	352	753
1985	83,4	62,2	67,0	58,0	58,3	70,1	26,2	84,8	9,0	14,6	213,6	45,2	306	792
1986	97,3	125,4	59,6	53,8	56,5	87,0	94,3	20,6	8,1	59,5	12,7	41,6	320	716
1987	126,7	33,9	78,5	59,1	144,8	67,0	24,3	51,0	16,0	35,9	118,6	70,5	362	826
1988	50,1	75,8	96,9	59,9	43,7	83,5	10,1	29,9	84,1	36,2	74,5	55,7	311	700
1989	5,7	24,7	51,6	83,3	94,7	118,3	54,7	92,8	59,4	68,8	95,2	23,0	503	772
1990	23,3	38,6	30,6	111,0	40,1	57,9	30,1	33,6	56,5	85,6	73,5	126,1	329	707
1991	18,1	79,1	49,0	89,1	91,1	51,0	113,5	59,8	32,7	116,3	129,6	39,4	437	869
1992	18,8	34,0	35,2	98,0	37,3	127,4	46,9	17,1	33,1	146,4	103,4	54,6	360	752

Tableau 6. Températures moyennes (en °C)

Mois Années	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII
1980	- 2,4	2,2	5,4	8,2	13,4	18,5	20,1	19,8	15,8	12,0	5,9	0,3
1981	- 2,2	1,4	8,7	10,4	15,3	20,2	20,1	20,3	17,2	12,9	4,0	2,1
1982	- 0,6	- 0,2	5,0	8,6	17,0	20,4	20,8	20,6	19,6	12,8	5,3	4,5
1983	3,2	1,0	7,4	13,2	17,4	18,1	22,1	20,5	16,3	10,8	3,1	1,3
1984	1,6	1,2	4,8	10,1	15,8	18,0	18,9	19,6	17,5	13,4	6,4	0,8
1985	- 4,1	- 3,5	5,4	11,7	17,7	17,5	21,8	21,7	16,8	10,7	5,6	4,9
1986	1,5	- 0,3	5,5	13,4	17,8	18,8	19,6	22,0	17,3	11,1	5,6	- 0,2
1987	- 2,0	2,4	1,0	10,9	14,3	19,9	23,8	20,1	20,2	12,3	7,4	2,8
1988	3,6	3,8	5,6	10,4	16,5	18,4	23,9	22,5	17,1	11,0	0,6	2,2
1989	0,5	4,4	8,8	13,4	14,8	17,2	21,0	20,6	16,2	11,2	4,8	1,7
1990	- 0,2	5,4	9,0	10,4	15,7	19,5	21,4	20,7	16,5	12,0	7,7	1,1
1991	0,0	- 1,0	7,7	9,0	12,1	19,4	21,8	19,3	17,6	10,8	6,6	- 2,0
1992	0,2	1,9	5,9	10,6	15,3	18,5	20,5	23,7	16,6	12,6	9,6	0,7

Tableau 7. Evolution des surfaces irriguées

Années	Surfaces irriguées (1000 ha)	Surface irriguée/SAU (%)
1980	59,4	0,94
1981	62,9	1,00
1982	66,4	1,06
1983	69,5	1,11
1984	72,5	1,16
1985	70,4	1,13
1986	53,6	0,86
1987	68,0	1,09
1988	82,4	1,32
1989	63,6	1,02
1990	71,8	1,16
1991	70,2	1,11
1992	78,2	1,26

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 8. Evolution de la population totale

Années	Population totale (1000 habitants)	Population urbaine (1000 habitants)	Population rurale (1000 habitants)	Part de la populat ^o rurale (%)
1980	9 841,7	4 409,1	5 432,6	55,20
1981	9 917,3	4 502,4	5 414,8	54,60
1982	9 991,1	4 585,9	5 405,2	54,10
1983	10 063,8	4 679,6	5 384,1	53,50
1984	10 136,3	4 784,3	5 352,0	52,80
1985	10 208,9	4 900,2	5 308,6	52,00
1986	10 276,7	5 015,0	5 264,7	51,20
1987	10 342,0	5 119,3	5 222,7	50,50
1988	10 411,0	5 236,7	5 174,2	49,70
1989	10 471,0	5 340,2	5,130,8	49,00
1990	10 529,3	5 454,1	5 075,1	48,20
1991	10 408,7	5 461,1	4 947,5	47,53

Source : Institut National des Statistiques

Tableau 9. Evolution de la population active

Années	Population active totale (1000 habitants)	Population active agricole (1000 habitants)	Population active/ Population agricole (%)
1980	4 392,7	1 412,7	32,16
1981	4 428,2	1 400,0	31,62
1982	4 463,8	1 389,2	31,12
1983	4 499,3	1 382,0	30,72
1984	4 534,9	1 376,4	30,35
1985	4 567,3	1 357,9	29,73
1986	4 597,7	1 344,4	29,24
1987	4 626,9	1 290,8	27,90
1988	4 657,7	1 237,3	26,56
1989	4 684,6	1 187,5	25,35
1990	4 710,7	1 129,6	23,98
1991	4 746,4	1 073,1	22,61

Source : Institut National des Statistiques

Tableau 10. SAU/Actif agricole

Années	SAU (1000 ha)	Population active agricole (x 1000)	SAU/Actif agricole
1980	6 302	1 412,7	4,46
1981	6 296	1 400,0	4,50
1982	6 290	1 389,2	4,53
1983	6 264	1 382,0	4,54
1984	6 270	1 376,4	4,56
1985	6 257	1 357,9	4,61
1986	6 263	1 344,4	4,66
1987	6 251	1 290,8	4,84
1988	6 247	1 237,3	5,05
1989	6 242	1 187,5	5,26
1990	6 238	1 129,6	5,52
1991	6 319	1 073,1	5,89

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 11. Volume d'engrais utilisés (en milliers de tonnes)

Années	N	P205	K20	Total	Par ha cultivé ¹ (kg/ha)
1980	239	120	80	439	109
1981	267	142	126	536	133
1982	264	142	128	534	133
1983	270	142	126	538	131
1984	268	143	127	538	131
1985	280	148	128	556	136
1986	290	149	128	567	138
1987	285	145	125	555	135
1988	285	136	118	539	132
1989	245	116	100	461	113
1990	208	100	86	394	97
1991	144	61	55	260	64
1992	115	52	47	214	52

(1) Y compris: les surfaces labourables, les vergers et le vignoble

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 12. Nombre de tracteurs disponibles

Années	Exploitations familiales	Exploitations commerciales	Total	SAU/Tracteur (ha)
1980	189 735	15 325	205 060	31
1981	211 446	15 577	227 023	28
1982	231 297	16 321	247 618	25
1983	251 453	16 816	268 269	23
1984	252 013	17 285	269 298	23
1985	279 823	16 683	296 506	21
1986	309 896	17 856	327 752	19
1987	337 059	17 790	354 849	18
1988	352 531	17 870	370 401	17
1989	368 428	17 977	386 405	16
1990	373 830	17 430	391 260	16
1991	380 125	16 668	396 793	16
1992	384 000	16 065	400 065	16

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 13. Rendement de certains produits agricoles (en milliers kg/ha)

Produits	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Blé	3,7	3,4	3,5	3,5	4,1	3,8	3,8	3,8	4,5	3,4	4,4	4,4	3,1
Maïs	4,6	4,4	5,3	5,0	5,0	4,1	5,6	4,0	3,4	4,2	2,6	5,8	2,9
Betterave à suc.	41,7	43,7	41,0	40,6	47,1	41,9	40,4	38,0	34,8	14,5	37,1	44,9	60,6
Tournesol	1,7	1,6	1,5	2,0	2,2	2,3	2,5	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	1,8
Soja	2,0	2,0	2,6	1,9	2,0	0,4	2,3	2,3	1,6	2,2	1,5	2,6	1,3
Pommes de terre	9,3	9,2	9,9	9,7	9,1	9,0	9,7	7,4	6,9	8,7	7,1	8,7	7,3
Haricot	1,1	1,0	1,6	1,3	1,2	1,1	1,4	1,1	0,9	1,2	0,8	1,3	1,1
Chou	14,4	13,7	9,8	14,4	13,2	11,5	11,9	11,2	10,0	11,7	11,6	11,2	9,8
Luzerne ¹	6,1	6,1	6,0	5,6	5,5	5,1	5,6	4,9	4,5	5,2	4,3	5,4	4,3
Prairie ¹	2,0	1,8	1,6	1,6	1,5	1,5	1,7	1,5	1,5	1,8	1,7	1,9	1,6

(1) Le foin

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 14. Volume de la production agricole (en milliers de tonnes)

Produits	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Blé	3 222	2 793	3 205	3 376	3 374	2 911	2 919	3 168	3 939	3 406	3 869	4 109	2 101
Maïs	6 561	6 356	7 489	7 059	7 372	6 236	8 413	5 559	4 790	5 921	3 623	7 623	4 513
Betterave à sucre	3 998	4 686	4 130	4 152	4 941	4 597	4 096	4 707	3 325	4 946	4 363	4 719	2 764
Tournesol	259	251	148	96	118	187	353	379	335	327	351	376	359
Soja	31	85	180	177	182	30	162	170	122	130	89	115	90
Pomme de terre	991	1 018	1 014	957	902	903	1 022	743	694	922	752	928	807
Haricot	70	73	81	87	56	56	103	63	54	82	49	90	73
Chou	316	301	215	302	291	318	335	328	291	331	269	315	267
Pomme	211	252	339	274	248	194	282	214	217	286	234	210	204
Prune	511	561	671	665	382	345	355	595	530	513	372	365	374
Raisin	620	504	734	610	528	382	596	409	480	480	376	596	394
Viande	578	580	598	609	684	636	628	642	635	616	633	561	509
Lait (106 litres)	1 861	1 902	1 969	1 974	1 986	2 038	2 016	2 068	2 025	2 006	1 956	1 825	1 851
Oeufs (106 pièces)	1 809	1 815	1 879	1 861	1 857	1 903	1 925	2 018	1 866	1 922	1 960	1 692	1 638

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 15. Structure de la valeur de la production agricole (%)

Années	Production végétale	Production animale	Total
1980	62,24	37,76	100
1981	58,45	41,55	100
1982	58,29	41,71	100
1983	60,38	39,62	100
1984	58,93	41,07	100
1985	62,54	37,46	100
1986	66,12	33,88	100
1987	62,77	37,23	100
1988	63,29	36,71	100
1989	65,88	34,12	100
1990	63,05	36,95	100
1991	69,59	30,41	100

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 16. Evolution du produit intérieur brut (PIB) en prix constants 1972 (millions YD)¹

Années	Agriculture et pêche	Industrie et mines	Autre	Total
1980	26,5	56,2	67,7	150,5
1981	26,8	58,9	67,2	153,0
1982	28,9	59,1	66,9	154,9
1983	28,5	60,0	63,8	152,4
1984	28,6	63,8	62,3	154,8
1985	26,7	65,8	62,6	155,3
1986	29,6	68,0	63,3	161,0
1987	27,7	68,8	61,7	158,3
1988	27,1	69,4	59,7	156,3
1989	28,5	70,3	60,4	159,2
1990	26,5	62,0	57,3	145,9
1991	28,9	50,8	50,0	129,8

(1) YD = Dinar yougoslave

Source : Annuaires Statistiques (Différentes années)

Tableau 17. Evolution du produit intérieur brut (PIB) (millions US\$)²

Années	Agriculture et pêche	Industrie et mines	Autre	Total
1980	1 558,2	3 307,1	3 987,6	8 852,9
1981	1 578,8	3 470,0	3 955,9	9 004,7
1982	1 700,0	3 480,0	3 935,9	9 115,9
1983	1 677,6	3 533,5	3 757,0	8 968,2
1984	1 684,7	3 757,6	3 667,6	9 110,0
1985	1 574,1	3 873,5	3 687,6	9 135,3
1986	1 743,5	4 003,5	3 725,3	9 472,3
1987	1 634,1	4 048,2	3 634,1	9 316,4
1988	1 595,3	4 086,5	3 513,5	9 195,3
1989	1 677,6	4 137,6	3 554,1	9 369,4
1990	1 560,6	3 651,8	3 370,6	8 582,9
1991	1 702,9	2 991,2	2 941,8	7 635,9

Source : Annuaires Statistiques (Différentes années)

Tableau 18. Indices du PIB en prix constants 1972

Années	Agriculture et pêche	Industrie et mines	Autre	Total
1980	100	100	100	100
1981	101	105	99	102
1982	71	105	99	103
1983	108	107	94	101
1984	108	114	92	103
1985	101	117	92	103
1986	112	121	93	107
1987	105	122	91	105
1988	102	124	88	104
1989	108	125	89	106
1990	100	110	85	97
1991	109	90	74	86

Source : Annuaires Statistiques (Différentes années)

Tableau 19. La part des secteurs dans le PIB en prix constants 1972

Années	Agriculture et pêche	Industrie et mines	Autre	Total
1980	17,6	37,3	45,0	100
1981	17,5	38,5	43,9	100
1982	18,6	38,1	43,2	100
1983	18,7	39,4	41,9	100
1984	18,5	41,2	40,2	100
1985	17,2	42,4	40,3	100
1986	18,4	42,2	39,3	100
1987	17,5	43,4	39,0	100
1988	17,3	44,4	38,2	100
1989	17,9	44,1	37,9	100
1990	18,2	42,5	39,2	100
1991	22,3	39,1	38,5	100

Source : Annuaires Statistiques (Différentes années)

Tableau 20. Evolution de la Valeur Ajoutée (en YD constants 1972)

Années	Valeur ajoutée totale (millions YD)	Valeur ajoutée agricole (Agriculture et pêche)		VAA/VA (%)
		Totale (millions de YD)	Par actif agricole (YD)	
1980	150 500	26 490	18 751	17,60
1981	153 080	26 840	19 171	17,53
1982	154 970	28 900	20 803	18,65
1983	152 460	28 520	20 637	18,71
1984	154 870	28 640	20 808	18,49
1985	155 300	26 760	19 707	17,23
1986	161 030	29 640	22 047	18,41
1987	158 380	27 780	21 521	17,54
1988	156 320	27 120	21 919	17,35
1989	159 280	28 520	24 018	17,91
1990	145 910	26 530	23 485	18,18
1991	129 810	28 950	26 977	22,30

Source : Institut National des Statistiques

Tableau 21. Commerce extérieur

Années	Exportations	Importations	Taux de couverture (%)
1980	3 386	5 930	57,10
1981	4 141	6 072	68,20
1982	3 922	5 395	72,70
1983	3 733	4 924	75,80
1984	3 717	4 584	81,02
1985	3 883	4 682	82,93
1986	3 867	4 372	88,46
1987	4 066	4 806	84,61
1988	4 445	5 107	87,03
1989	4 530	5 482	82,63
1990	5 924	7 615	77,80
1991	4 900	5 821	54,20

Source : Ministère de l'Economie

Tableau 22. Commerce extérieur agro-alimentaire

Années	Exportations	Importations	Taux de couverture (%)	Part de l'agriculture dans le commerce extérieur total (%)	
				Exportation	Importation
1980	553	331	167,17	16,33	5,58
1981	486	305	159,58	11,74	5,02
1982	505	251	201,14	12,88	4,65
1983	564	291	193,25	15,11	5,91
1984	496	202	245,77	13,34	4,41
1985	438	167	261,78	11,28	3,57
1986	383	304	125,91	9,90	6,95
1987	619	731	144,57	15,22	15,21
1988	854	685	124,64	19,21	13,41
1989	635	675	94,00	14,02	12,31
1990	416	721	57,66	7,02	9,47
1991	320	479	66,81	6,53	8,23

Source : Ministère de l'Economie

Tableau 23. Structure des exportations agro-alimentaires (en %)

Produits	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Animaux vivants	5,1	5,6	5,1	2,8	3,3	3,2	2,6	7,2	10,0	6,7	6,7	7,1
Viande et conserves de viande	27,5	25,5	34,0	27,5	26,8	27,0	15,2	22,3	18,8	19,7	23,5	24,6
Lait et oeufs	0,4	0,3	0,3	0,3	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	1,0	0,4	-
Poissons	0,5	1,4	1,8	2,3	1,2	1,6	2,3	3,1	2,0	1,1	1,0	-
Céréales	15,3	21,2	16,1	35,7	32,0	29,1	39,4	18,2	17,2	21,7	18,0	22,3
Fruits et légumes	15,7	28,0	24,1	15,6	19,2	21,4	19,0	28,9	28,1	28,6	24,4	28,1
Sucres et sucreries	-	-	-	-	-	-	-	-	5,1	5,0	5,5	-
Café, thé, cacao, épices	-	-	-	-	-	-	-	-	2,5	3,0	2,5	-
Aliments du bétail	1,8	1,5	2,1	2,0	3,0	3,1	4,1	6,4	6,7	6,5	7,3	7,8
Boisson	5,6	8,4	7,3	5,9	5,0	4,4	4,0	3,4	4,5	2,8	3,8	4,2
Tabac et cigarettes	3,7	5,2	4,4	3,5	3,8	2,5	1,3	2,5	2,1	1,3	4,4	4,0
Autres produits agro-alimentaires	24,2	2,8	4,7	4,5	5,2	7,1	11,8	7,8	2,6	2,7	2,6	1,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 24. Structure des importations agro-alimentaires (en %)

Produits	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Céréales	10,8	6,3	23,4	10,4	3,1	10,8	14,9	6,4	6,7	8,6	25,8	9,6
Fruits et légumes	12,5	8,5	8,3	9,4	13,6	15,0	10,8	16,2	22,8	41,7	30,8	26,9
Café, cacao, épices	30,3	23,5	12,4	11,3	20,2	15,7	33,8	29,3	64,4	42,6	30,0	38,1
Boisson et tabac	2,0	1,6	1,2	0,7	1,6	3,0	1,6	2,6	4,5	4,5	9,1	15,9
Autres produits agro-alimentaires	44,4	60,0	54,7	68,2	61,5	55,5	38,9	45,5	1,6	2,5	4,3	9,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 25. Investissements agricoles

Années	Investiss. publics		Investiss. privés		Investiss. totaux		Inv. agricoles Inv. totaux (x 100)
	(Millions US\$)	(%)	(Millions US\$)	(%)	(Millions US\$)	(%)	
1980	965	55,8	765	44,2	1 730	100	6,1
1981	994	56,5	766	43,5	1 760	100	6,8
1982	1 426	58,9	994	41,1	2 420	100	9,8
1983	1 425	55,9	1 125	44,1	2 550	100	11,6
1984	1 132	48,4	1 208	51,6	2 340	100	11,3
1985	991	47,9	1 079	52,1	2 070	100	10,7
1986	1 010	49,7	1 020	50,2	2 030	100	10,5
1987	860	45,5	1 030	54,5	1 890	100	9,7
1988	840	45,6	1 000	54,3	1 840	100	11,1
1989	620	45,3	750	54,7	1 370	100	7,6
1990	560	39,4	860	60,6	1 420	100	9,9
1991	290	25,0	869	75,0	1 159	100	9,4

Source : Ministère de l'Economie

Tableau 26. Investissements totaux

Années	Investiss. publics		Investiss. privés		Investiss. totaux	
	(Millions US\$)	(%)	(Millions US\$)	(%)	(Millions US\$)	(%)
1980	23 950	84,5	4 380	15,5	28 330	100
1981	21 480	82,7	4 480	17,3	25 960	100
1982	19 980	81,2	4 620	18,7	24 600	100
1983	17 330	79,2	4 550	20,8	21 880	100
1984	16 640	80,4	4 060	19,6	20 700	100
1985	15 950	82,5	3 390	17,5	19 340	100
1986	15 890	82,1	3 460	17,9	19 350	100
1987	16 020	82,4	3 410	15,5	19 430	100
1988	12 770	77,2	3 780	22,8	16 550	100
1989	12 260	68,2	5 720	31,8	17 980	100
1990	9 330	65,0	5 030	35,0	14,360	100
1991	8 259	66,8	4 100	33,2	12 359	100

Source : Ministère de l'Economie

Tableau 27. Indices des prix des intrants et des machines agricoles (Base 100 en 1980)

Intrants et machines agricoles	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Semences améliorées :											
- Blé	114	108	84	63	71	82	118	133	99	65	-
- Maïs (SK)	107	113	91	61	87	116	90	117	133	148	-
- Maïs (DK)	101	124	74	60	89	121	125	132	129	204	-
- Pomme de terre	94	81	66	44	86	91	75	136	121	106	-
Engrais :											
- Ammonitre à 27 %	106	100	100	88	94	94	119	125	103	81	-
- Azote à 47 %	112	104	108	92	100	108	121	150	117	83	200
- NPK (15:15:15)	100	89	100	78	85	89	107	119	99	78	95
Produits phytosanit. et pétrole :											
- Kreoazan	101	93	82	54	88	134	150	165	226	288	-
- Atrazin	88	83	71	54	60	94	101	156	146	136	116
- Pétrole	101	84	82	60	71	60	69	78	75	72	241
Machines agricoles :											
- Tracteur (30 kW)	120	143	115	102	155	220	293	328	280	233	-
- Moissonneuses-batt. (blé)	127	89	65	65	94	104	125	123	116	109	-
- Moissonneuses batt. (maïs)	111	71	52	51	80	108	278	87	152	217	-

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 28. Indices des prix à la production (exploitations familiales) (Base 100 en 1980)

Produits	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Blé	106	97	77	58	65	84	106	94	80	65	110
Maïs	115	85	78	78	70	63	104	130	104	78	124
Haricot	188	198	122	64	98	147	120	113	119	125	149
Pomme de terre	132	145	91	86	91	68	132	286	215	145	97
Betterave à sucre	140	100	100	80	80	120	120	140	120	100	120
Tournesol	124	106	94	96	65	127	129	108	96	84	116
Pomme	76	69	44	54	63	91	100	120	116	111	198
Raisin de table	85	89	46	52	74	96	104	76	118	161	90
Raisin à transf. ind.	85	73	59	44	88	120	115	102	122	141	102
Prune sèche	25	77	52	56	88	80	84	85	112	138	147
Prune fraîche	92	92	54	54	96	113	92	88	115	142	171
Bovins	99	100	104	61	61	85	96	108	88	68	139
Ovins	96	92	86	51	50	81	85	93	80	67	130
Porcins	112	103	105	68	62	87	88	93	88	83	125
Volaille	94	97	104	93	102	108	136	130	110	89	124
Oeufs	114	93	79	64	71	86	100	100	93	86	158
Lait de vache	103	101	93	71	64	78	83	86	88	90	129
Lait de mouton	104	101	93	71	64	78	83	86	88	90	92

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 29. Indices des prix à la production (exploitations commerciales) (Base 100 en 1980)

Produits	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Blé	103	94	75	56	66	84	106	91	77	63	115
Maïs	107	79	79	71	68	68	114	129	100	71	140
Haricot	177	202	123	66	90	185	143	124	121	117	115
Pomme de terre	148	122	104	93	100	85	130	244	183	122	109
Betterave à sucre	140	100	100	80	100	120	120	140	120	100	120
Tournesol	123	104	94	92	104	125	129	106	95	83	121
Pommes	78	69	52	56	63	91	106	131	119	106	172
Raisin de table	76	64	59	39	108	81	109	92	115	137	97
Raisin à transf. ind.	75	68	54	41	86	118	116	89	106	123	109
Prune sèche	105	80	68	69	118	87	98	94	168	242	61
Prune fraîche	93	73	53	57	100	110	83	73	98	123	168
Bovins	107	99	108	67	64	86	87	100	83	65	141
Ovins	97	92	82	54	45	71	99	92	87	82	116
Porcins	110	95	102	68	66	88	96	106	95	83	138
Volaille	91	87	93	72	71	83	98	104	87	70	163
Oeufs	121	100	79	64	64	79	86	93	82	71	190
Lait de vache	105	92	87	63	63	82	82	97	90	82	135
Lait de mouton	103	95	104	76	73	89	99	99	96	92	125

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 30. Indices des prix à la consommation

Produits	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Farine de blé	98	92	79	52	61	90	148	146	110	74	129
Pain	98	88	86	60	64	102	174	181	162	143	137
Pomme de terre	129	92	84	78	78	61	118	192	164	135	91
Haricot	150	163	116	64	86	151	129	135	149	163	85
Chou	114	98	93	57	112	86	126	129	149	169	123
Pommes	78	74	53	51	58	89	89	103	107	111	118
Raisins de table	85	80	58	48	77	83	117	108	131	153	93
Huile de graine	103	103	89	74	82	123	129	127	113	99	157
Margarine	100	109	102	81	108	158	188	188	172	157	130
Sucre	106	96	85	61	67	104	114	156	140	123	103
Oeufs	122	94	83	67	67	83	100	111	95	78	143
Lait de vache	96	85	79	58	73	96	100	104	110	117	131
Fromage	106	93	89	62	56	77	102	104	95	86	105
Viande bovine	95	83	153	59	67	87	122	137	114	91	157
Viande ovine	55	85	80	57	55	82	98	85	101	106	70
Viande porcine	94	84	85	58	66	86	115	129	114	99	123
Viande de poulet	94	99	103	76	83	103	130	146	127	107	160

Source : Ministère de l'Economie

Tableau 31. Evolution des subventions agricoles

Années	Subvent° totales (millions US\$)	Subvent°/ha de SAU (US\$)	Subvent°/Actif agricole (x 100)	Subvent°/PIBA (US\$)
1980	87,4	14	62	5,6
1981	106,5	17	76	6,7
1982	94,0	15	68	5,5
1983	78,5	13	57	4,7
1984	86,9	14	63	5,2
1985	89,0	14	66	5,7
1986	102,9	16	77	5,9
1987	129,5	21	100	7,9
1988	144,9	23	117	9,1
1989	173,5	28	146	10,3
1990	144,8	23	128	9,3
1991	127,9	20	119	7,5

Source : Ministère de l'Agriculture

Tableau 32. Evolution des recettes fiscales

Années	Recettes fiscales totales (en millions US\$)	Recettes fiscales agricoles (en millions US\$)	Part des recettes fiscales agricoles	
			Dans recettes totales	Dans PIBA
1980	1 049	81,7	7,8	5,2
1981	1 056	96,5	9,1	6,1
1982	1 069	95,3	8,9	5,6
1983	1 057	89,5	8,5	5,3
1984	1 093	87,2	7,8	5,2
1985	1 061	91,9	8,7	4,8
1986	1 476	95,9	6,5	5,5
1987	1 258	1 011,2	8,0	6,2
1988	1 117	71,9	6,4	4,5
1989	1 297	72,3	5,6	4,3
1990	1 198	59,8	5,0	3,8
1991	1 046	53,7	4,1	3,1

Source : Ministère de l'Economie

Tableau 33. Indices des rendements de certains produits agricoles (Base 100 en 1980)

Produits	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	
Blé	91	94	94	110	103	102	102	121	105	119	120	84
Maïs	96	115	109	108	89	123	87	74	90	57	124	64
Betterave à sucre	105	98	97	113	100	97	91	83	114	89	108	73
Tournesol	96	85	114	127	136	145	116	123	122	123	126	108
Soja	97	128	96	97	19	114	112	77	111	75	130	65
Pomme de terre	98	106	104	98	96	104	79	74	93	76	93	78
Haricot	97	107	122	108	102	130	98	84	100	78	123	110
Chou	95	68	100	92	80	83	78	70	81	81	78	68
Luzerne	100	99	93	90	85	93	81	74	86	70	89	71
Prairie	92	83	82	76	74	89	78	74	92	85	98	83

Source : Ministère de l'Agriculture